

Macron : du sang et des larmes... pour la classe ouvrière

Mercredi 5 mars, Macron a agité la menace que les chars russes pourraient envahir la France à tout moment et qu'il fallait donc faire exploser les budgets militaires. Vraiment ? L'armée de Poutine, qui agresse et affronte le peuple ukrainien depuis trois ans au prix de centaines de milliers de morts des deux côtés, essaye de se tailler, au mépris des peuples, une zone tampon autour de ses frontières : elle n'en est pas à se porter demain aux portes de l'Allemagne ou de la France !

Sous prétexte de renforcer « nos » armées et augmenter « nos » budgets militaires, Macron a annoncé pour les jours à venir de « *nouveaux choix budgétaires* ». Traduire : tailler à coups de tronçonneuse dans les budgets de la santé, de l'éducation, de la culture...

Une armée pour soutenir le peuple ukrainien ? Mensonge !

L'armée française pour défendre la liberté des peuples ? Les peuples qui ont eu affaire à elle, en particulier dans les anciennes colonies, avant et après leur indépendance, sont témoins de la brutalité avec laquelle elle a toujours défendu leurs oppresseurs ! Qui peut croire un seul instant que Macron, le soutien du génocidaire Netanyahu, celui qui a interdit les manifestations de soutien au peuple palestinien, celui qui a réprimé violemment les manifestations de Gilets jaunes, se soucie un seul instant de la « liberté du peuple ukrainien » ? En réalité, comme Trump, il veut s'assurer pour le compte des entreprises françaises une part du gâteau dans le pillage des ressources en minerais ukrainiens.

Pour les travailleurs, la guerre sociale

Pour l'heure, l'économie de guerre annoncée signifie pour les travailleurs une accentuation de la guerre sociale. Le président du Medef, Patrick Martin, évoque même la possibilité d'augmenter à long terme l'âge de départ à la retraite à 70 ans pour « *financer la défense* ». Ce sont toujours les mêmes qui trinquent : les travailleurs et travailleuses, tandis que les cours en bourse d'entreprises militaires comme Thales et Dassault prennent de la valeur. Macron n'a aucun problème à proposer d'augmenter les dépenses militaires de 2 à 3,5 % du PIB français. Les déficits ne

sont plus un problème pour financer les marchands de mort.

Et concernant la guerre commerciale lancée par Trump, Macron a averti : « *Cette décision [...] aura des conséquences dans certaines filières.* » Autrement dit : préparez-vous à de nouveaux licenciements, à de nouvelles hausses de prix !

La frontière, c'est avec nos patrons !

Après cette allocution, les responsables politiques de gauche comme d'extrême droite ont affiché leur satisfaction, en expliquant qu'il était nécessaire de produire plus d'armes pour défendre les frontières. Eh bien non, l'armée des exploiters français ne défend pas les travailleurs. Notre classe n'a pas de patrie, la seule frontière qui vaille, c'est celle qui nous sépare de nos patrons et du gouvernement à leur service.

Heureusement, au vu du large succès des mobilisations du 8 mars samedi dernier et des mobilisations étudiantes dans les facs, on constate que les réactions aux politiques réactionnaires et austéritaires existent et qu'elles illustrent la capacité à stopper cette politique du tout pour la guerre.

Ni ici, ni en Ukraine, ni en Russie, ni aux États-Unis, les travailleurs et travailleuses n'ont quelque chose à attendre des décideurs au service des capitalistes. Face à cette fuite en avant militariste, les travailleurs et travailleuses doivent se battre contre la seule « menace » réelle pour eux : celle de cette société capitaliste, qui mène à toujours plus de guerre et d'exploitation !

Non à l'augmentation des budgets militaires !

Non à l'union nationale derrière Macron !

Une situation intolérable

Aux urgences psychiatriques, la situation est catastrophique. Les patients s'entassent dans les couloirs et peuvent rester pendant six à sept jours dans le service faute de place au CHS. Une situation indigne pour les malades et pour le personnel. Il y a eu une visite du F3SCT où les directions conjointes du CHU et de Novillars n'ont fourni aucune solution. Il est plus facile pour le gouvernement de trouver des milliards pour l'armement que pour la santé.

Des fantômes à la caf

La direction devait créer un poste infirmier à la cafétéria. Une bonne idée qui aurait permis de développer un peu de vie pour les patients hospitalisés notamment au long cours. Ce poste devait se mettre en place en juin, puis en septembre, puis au mieux en fin d'année puis... à la Saint-Glinglin ? Pour la direction, pas de problème, c'est comme pour les cadeaux ratés, c'est l'intention qui compte.

La maltraitance institutionnelle

Nos collègues ASH sont particulièrement maltraités. Les cadres n'hésitent pas à leur imposer des journées de travail sur repos, des coupés... Pour les vacances d'été, elles n'ont pas le choix. Comme si la direction, qui fait des économies importantes en raison du manque de personnel, ne pouvait pas embaucher des jeunes pendant trois semaines pour que nos collègues puissent bénéficier de vacances avec leur conjoint.

Une bonne idée ?

La direction veut créer un groupe de travail sur les troubles de la déglutition. Il ne faut pas moins de 16 personnes. Une bonne idée, car lorsque que l'on regarde nos conditions de travail, c'est vrai que la pilule est dure à avaler !

Il manque des psychologues

Des patients sont suivis pour des troubles graves. Les rendez-vous avec des psychiatres sont de plus en plus espacés faute de médecin et pour pouvoir voir une psychologue, il faut des mois, voire plus d'une année. Du coup l'hôpital les envoie vers le parcours psy où ils peuvent avoir quelques séances remboursées. Ce n'est pas suffisant. Heureusement que 2025 est l'année de la santé mentale !

Profits record pour les marchands de mort

Les bénéfices de l'industrie de guerre explosent : en 2024, 51 % d'augmentation pour Safran, 39 % pour Thales, ou encore 33 % pour Dassault Aviation.

Macron a dit que « *notre génération ne touchera plus les dividendes de la paix* »... oubliant de dire que les actionnaires toucheront bien ceux de la guerre.

Retraites : une sincérité réarmante

Le directeur de Bpifrance a déclaré : « *La dette, ça sert à financer les investissements, des canons ou des centrales nucléaires, pas le Doliprane de ma mère* », et pas non plus « *du temps de loisir à ces faux vieux qui sont en fait de vrais jeunes.* » Trimer cinq, sept ou dix ans de plus demain ? Pour envoyer nos gosses dans les tranchées après-demain ? Plutôt faire la guerre... aux capitalistes !

Carrefour : 4 300 postes menacés par les locations-gérances

À l'appel de la CFDT, une centaine de salariés de Carrefour se sont rassemblés devant le tribunal judiciaire d'Évry pour soutenir une action en justice contre la mise en location-gérance de 39 nouveaux magasins par la direction du groupe. 4 300 emplois sont en jeu. Selon Erwan Le Roux, délégué syndical : « *Les salariés perdent [...] 2 500 euros à l'année entre les primes de vacances, les intéressements, l'augmentation de la mutuelle...* » Il faut ajouter les suppressions d'emplois et l'intensification du travail, les locataires-gérants voulant rentabiliser à tout prix sur le dos des salariés. Un sale coup pour le personnel.

Égalité femmes-hommes : les promesses de Macron et la réalité

Dans un rapport publié à l'occasion de la 109^e édition de la journée internationale des droits des femmes, l'ONG Oxfam pointe « *le retard pris par la France* » dans pratiquement tous les domaines. Et de rappeler que Macron avait érigé l'égalité femmes-hommes au rang de « *grande cause nationale* » au début de son premier mandat, promesse réitérée en 2022. Depuis : rien. C'est un domaine, parmi beaucoup d'autres, où les promesses de Macron ne trompent plus personne.

Le drapeau palestinien a flotté sur Big Ben

Un homme a escaladé samedi la célèbre tour Big Ben de Londres, en brandissant un drapeau palestinien et un keffieh. Il a déclaré qu'il entendait soutenir le peuple palestinien, mais aussi protester contre les arrestations de celles et ceux qui participent pacifiquement à des actions de solidarité, notamment des militants du groupe Action Palestine incarcérés et en détention provisoire pour s'être introduits dans les locaux de la société Elbit System, qui fournit des armes à Israël...

